France : police partout, justice nulle part!

Les violences policières se sont multipliées en France, ces dernières années, dans les banlieues mais aussi à l'occasion de mouvements sociaux comme les manifestations contre la "Loi Travail". L'agression d'une rare violence du jeune Théo par 4 policiers à Aulnay, constitue le dernier "dérapage" d'une police de plus en plus brutale dans ses interventions.
Cet événement a suscité l'émoi et la colère de toute une population qui subit au quotidien les brimades, les insultes et les violences policières.

Car ce qui est arrivé à Théo, à Aulnay, est presque incroyable: un contrôle violent, 4 policiers qui s'acharnent sur un jeune désarmé, sans aucune raison apparente, qui lui infligent des sévices et un viol avec une matraque. Résultat: 6 mois d'incapacité de travail! Incroyable mais pourtant pas isolé. Par dizaines, les témoignages d'abus, de sévices se multiplient et sont soigneusement enterrés pour la plupart par la «police des polices», celle-là même qui conteste le qualificatif de viol dans son rapport sur l'affaire Théo.



Pourtant, d'un point de vue pénal, une lésion interne de 10 cm ne permet aucune marge d'interprétation : il s'agit bien d'un viol. Ou alors, d'un acte de torture, selon les critères de la Cour européenne des droits de l'homme. Et le prétexte d'un policier qui aurait cédé à la panique, ne tient pas la route. Sa brigade d'intervention procède régulièrement à des interpellations dans ce quartier, il s'agit donc pour ainsi dire d'un travail de routine, même si, d'après de nombreux témoignages, il s'agit plutôt d'une brutalité routinière.

Impunité

Plus de 1700 personnes subissent des poursuites judiciaires suite à la lutte contre la loi travail tandis que les flics qui attaquaient les lycéens, les tabassaient, n'ont pas été inquiétés, même lorsqu'ils étaient filmés en plein abus de pouvoir. L'été dernier, Adama Traoré a été assassiné par des gendarmes à Beaumont sur Oise, là encore, tout traîne pour protéger les forces de répression. Suite au drame d'Aulnay, les jeunes interpellés ont déjà été jugés. Certains ont été condamnés à des peines de prison ferme, d'autres avec sursis, alors que les policiers qui ont commis l'agression sont toujours en liberté. On peut finalement se demander pourquoi la hiérarchie policière et ses responsables politiques

laissent une partie des « forces de l'ordre » commettre des bavures aussi graves sans prendre de mesures fermes pour les réprimer et les empêcher.

Cette affaire montre à quel point le gouvernement laisse volontairement pourrir la situation dans les banlieues défavorisées. L'isolement et les discriminations à l'embauche laissent toute une partie de la jeunesse française dans l'errance et le désespoir. Rester à l'écart des trafics et des coups de matraques requiert des talents d'équilibriste de haut vol. Les manifestations de solidarité qui se sont organisées suite à l'affaire Théo ont montré à la fois le ras-le-bol de la population locale face aux violences policières, mais aussi la solidarité de la jeunesse française, dans plusieurs autres villes, comme à Rouen, Strasbourg ou Bobigny. Les supporters du Werder Brême ont même déployé une banderole en solidarité avec Théo.
Le 19 mars, une grande manifestation contre les violences policières s'est déroulée à Paris, en donnant la parole aux nombreuses victimes et à leurs familles.

Fracture

L'affaire Théo a mis en lumière la fracture béante qui fissure la République: d'un côté des quartiers entiers laissés à l'abandon avec les logements qui se dégradent et les services publics qui disparaissent alors que tant galèrent pour trouver un emploi. 9 millions de personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté, 5 à 6 millions de chômeurs… De l'autre côté, des fortunes immenses pour les grands patrons (31,2 milliards d'euros de fortune pour Bernard Arnault du groupe LVMH) qu'il suffirait de prendre pour régler tous les problèmes sociaux : logement, santé, emploi…
La violence est aussi (et surtout) économique. Mais lorsque ses auteurs sont pris la main dans le sac, la police est beaucoup plus compréhensive, voire passive à leur égard. Marine Le Pen (qui passe son temps à demander que les «

criminels » soient sévèrement punis) en sait quelque chose puisque lorsqu’elle est convoquée pour être entendue concernant des soupçons d’emplois fictifs, elle peut faire la sourde oreille… et rien ne se passe.